

BE-A0525_721506_803237_FRE

Inventaire des archives de la Commune de
Sart-Custinne. Dépôt 2020 (1791-1981)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
Etat civil.....	15
Population.....	15
Elections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
1 - 8 Registres aux délibérations de la Municipalité, du Conseil municipal, puis du Conseil communal. 1792-1976.....	21
9 - 10 Registres aux délibérations du Collège échevinal. 1948-1976.....	21
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Fusion.....	23
2. Territoire.....	23
3. Coopération intercommunale.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
1. Conseil communal.....	23
2. Bourgmestre.....	24
C. Organisation des services.....	24
1. Archives.....	24
2. Équipement.....	24
3. Contrôle, sécurité, hygiène, embellissement des locaux et lieux de travail.....	24
D. Personnel des services.....	24

1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	24
2. Effectifs.....	25
3. Dossiers du personnel administratif et technique.....	25
39 - 44 Dossiers personnels des secrétaires communaux. 1859-1976.....	25
45 - 51 Dossiers personnels des receveurs communaux. 1841-1972.....	26
4. Dossiers du personnel ouvrier.....	26
53 - 56 Dossiers personnels des ouvriers. 1904-1976.....	26
5. Dossiers du personnel enseignant.....	27
57 - 61 Dossiers personnels des enseignants. 1897-1968.....	27
III. Patrimoine.....	28
A. Biens immobiliers.....	28
1. Acquisitions.....	28
2. Échanges.....	30
3. Partages.....	30
4. Aliénations.....	30
5. Locations.....	32
6. Carrières.....	32
116 - 119 Dossiers relatif aux demandes d'autorisation d'ouverture de carrières par la commune. 1863-1903.....	32
7. Bois.....	33
120 - 125 Dossiers relatif à des ventes de coupes issues des bois communaux. 1860-1939.....	33
8. Sources d'eau.....	34
B. Biens mobiliers.....	34
IV. Finances et fiscalité.....	35
A. Généralités.....	35
B. Comptabilité du secrétariat.....	35
1. Budgets et annexes.....	35
139 - 144 Budgets annuels. 1912-1976.....	35
2. Emprunts.....	35
3. Placements.....	36
C. Comptabilité du receveur.....	36
1. Registres de comptabilité.....	36
151 - 160 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1923-1976.....	36
151 - 157 Dépenses. 1923-1961.....	36
158 - 159 Recettes. 1927-1961.....	37
2. Comptes et pièces justificatives.....	37
161 - 165 Comptes annuels. 1920-1976.....	37
166 - 215 Pièces justificatives des comptes annuels. 1865-1976.....	37
D. Impositions et taxes.....	41
1. Généralités.....	41
2. Impôts communaux.....	41
E. Dépôt de l'Administration du cadastre.....	41
V. État civil.....	42
A. Tenue des registres de l'état civil.....	42
B. Cimetières et funérailles.....	42
VI. Population.....	43
A. Registres de population et mouvements de la population.....	43
230 - 240 Registres de population. 1846-1981.....	43
241 - 247 Index des registres de population. 1846-1980.....	43
250 - 251 Tableaux statistiques des mouvements de la population. 1948-1976.....	44
B. Recensements et autres états de la population.....	44

252 - 257 Dossiers relatifs aux opérations de recensement. 1866-1970.....	44
C. Cartes d'identité et passeports.....	45
D. Étrangers.....	45
VII. Élections.....	46
A. Listes électorales et listes dérivées.....	46
B. Révision des listes électorales.....	46
C. Dossiers des élections.....	46
272 - 280 Dossiers des élections communales. 1899-1976.....	46
VIII. Affaires militaires et guerres.....	48
A. Milice.....	48
1. 1817-1923.....	48
282 - 283 Registres d'inscription. 1826-1910.....	48
284 - 286 Listes alphabétiques. 1817-1913.....	48
2. 1924-1976.....	49
B. Garde civique (1830-1921).....	49
C. Réquisitions.....	49
D. Guerres et conséquences.....	50
1. Ravitaillement.....	50
307 - 308 Dossiers relatifs aux livraisons de bétail exigées d'éleveurs de la commune. 1942-1948.....	50
312 - 313 Souches d'ordres de livraison de bétail. 1947.....	50
2. Dommages de guerre.....	51
3. Réquisitions.....	51
IX. Ordre et sécurité publics.....	52
A. Police.....	52
1. Personnel.....	52
319 - 322 Actes de nomination des gardes-champêtres. 1859-1886.....	52
2. Missions de police administrative relatif à la sécurité publique.....	52
B. Service d'incendie.....	52
X. Santé publique.....	54
A. Généralités.....	54
B. Gestion des immondices.....	54
C. Exécution des tâches communales.....	54
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	54
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	55
3. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	55
345 - 351 Dossiers d'autorisation d'établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1950-1976.....	55
D. Collaboration avec les organismes et services non communaux et intercommunaux.....	56
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	57
A. Généralités.....	57
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	57
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	57
2. Bâtiments scolaires.....	57
3. Bâtiments du culte.....	58
4. Cimetières.....	59
5. Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.).....	59
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	60
1. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	60
2. Voirie vicinale.....	60

D. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	63
E. Services d'utilité publique.....	63
1. Distribution d'eau.....	63
2. Distribution d'électricité.....	64
3. Éclairage public.....	64
4. Téléphone.....	65
5. Poste.....	65
6. Transports en commun.....	65
F. Aménagement du territoire.....	65
1. Généralités.....	65
2. Plans de secteur.....	66
3. Autorisations de voirie.....	66
4. Permis de bâtir.....	66
5. Permis de lotir.....	66
450 - 451 Dossiers de permis de lotir refusés. 1965-1975.....	66
G. Primes à l'assainissement.....	66
XII. Enseignement.....	68
A. Généralités.....	68
B. Organisation.....	68
C. Bâtiments.....	68
D. Équipement.....	68
E. Personnel.....	68
F. Finances.....	69
G. Fréquentation et Obligation scolaire.....	69
H. Activités éducatives ordinaires.....	69
I. Activités scolaires spéciales.....	69
XIII. Divertissements et Tourisme.....	70
XIV. Économie.....	71
A. Généralités.....	71
B. Agriculture et sylviculture.....	71
1. Généralités.....	71
474 - 482 Dossiers relatif aux recensements agricoles et horticoles. 1942-1950.....	71
2. Initiatives communales.....	72
3. Collaboration à des initiatives de tiers.....	72
C. Élevage.....	72
1. Généralités.....	72
2. Collaboration à des initiatives de tiers.....	73
D. Industrie et artisanat.....	73
E. Approvisionnement.....	73
497 - 498 Registres des cartes de ravitaillement. 1952-1970.....	73
XV. Affaires sociales.....	74
A. Prise en charge des chômeurs, placement.....	74
B. Aide familiale, primes de naissance.....	74
C. Aide aux personnes âgées.....	74
501 - 502 Registres des demandes de pensions pour travailleurs salariés et indépendants. 1964-1976.....	74
D. Aide aux personnes handicapées.....	74
E. Collaboration communale avec des tiers.....	74
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance, puis la Commission d'assistance publique.....	76
A. Bureau de bienfaisance.....	76
1. Généralités.....	76

2. Personnel.....	76
3. Patrimoine.....	76
4. Finances.....	76
B. Commission d'assistance publique.....	77
1. Généralités.....	77
2. Organisation.....	77
3. Personnel.....	77
4. Finances.....	78
534 - 535 Budgets annuels. 1939-1976.....	78
537 - 538 Comptes annuels. 1926-1976.....	78
5. Exécution des tâches.....	79
XVII. Tutelle communale sur la fabrique d'église de la paroisse.....	80
A. Personnel.....	80
B. Patrimoine.....	80
C. Finances.....	80

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Sart-Custinne. Dépôt 2020

Période:

1791 - 1981

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.809

Etendue:

- Numéros: 554.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Sart-Custinne, 1801 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Sart-Custinne

HISTORIQUE

La commune de Sart-Custinne (entité de Gedinne) est une commune belge située en province de Namur qui a existé de 1800 à 1976.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Sart-Custinne dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Gedinne, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Sart-Custinne devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Gedinne ¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur (sauf entre les arrêtés du 18 août 1814 et du 13 décembre 1815, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département des Ardennes).

Le nombre d'habitants dans la commune reste relativement stable au XIXe siècle, passant de 211 en 1801 à 263 en 1910. Ce nombre connaît ensuite une lente régression. En 1976, Sart-Custinne ne compte plus que 177 habitants. Sur le plan de l'économie, Sart-Custinne est une commune rurale tournée essentiellement vers l'agriculture et la sylviculture. L'écrasante majorité des habitants sont cultivateurs. Quelques artisans côtoient ceux-ci. Comme dans toute l'entité, la gestion des bois revêt une importance vitale pour l'économie locale. La commune en tire un revenu significatif tout au long de la période. Une figure marquante de la période révolutionnaire et de la première moitié du XIXe siècle dans nos régions, François-Gérard Pirson est né à Sart-Custinne le 24 octobre 1765. Celui-ci participe activement aux soubresauts révolutionnaires qui agitent le duché de Bouillon (dont fait partie Sart-Custinne) entre 1789 et 1795, au moment de l'annexion pure et simple de ce territoire par la République française. Il devient un membre important de l'administration française qui se met ensuite en place au sein du Département de Sambre-et-Meuse. Au moment de l'Indépendance de la Belgique, il siège aussi au Congrès national, devient député et assume la charge de bourgmestre de Dinant. Le 1er janvier 1977, la commune de Sart-Custinne est fusionnée avec les communes de Bourseigne-Neuve, Bourseigne-Vieille, Gedinne, Houdremont, Louette-Saint-Denis, Louette-Saint-Pierre, Malvoisin, Patignies, Rienne,

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

Vencimont et Willerzie pour former l'actuelle commune de Gedinne.

La fusion forme une entité de 4255 habitants pour 15160 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Renforcer le pôle de Gedinne en augmentant son potentiel par les apports divers des communes qui actuellement dépendent de ce centre dans de nombreux domaines (services, enseignement, loisirs, etc.). Faire bénéficier les populations intéressées d'équipements améliorés " ².

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ³".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par

2 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

3 Pasinomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'Archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les dossiers centraux des communes de Sart-Custinne et de Gedinne constitués par les Archives de l'État ⁴.

Un premier inventaire connu des archives de la commune de Sart-Custinne est

4 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossiers " Commune de Sart-Custinne " et " Commune de Gedinne ".

rédigé le 1er décembre 1840 en présence du bourgmestre, Nicolas-Joseph Lemaire, et des deux échevins, N.J. Bayonnet et J. Gille, conformément à l'instruction du 13 octobre de la même année reçue du Gouverneur de la Province de Namur. Ce document fait référence à un relevé antérieur, non daté, qui a servi pour l'établissement de celui-ci. Hormis les publications administratives, les registres d'état civil et la matrice et le plan cadastraux, la liste des archives communales conservées est la suivante : les budgets et les comptes communaux de 1815-1916 à 1839-1840, un registre aux délibérations du Conseil communal, les listes alphabétiques de la milice et de la garde civique, un registre de population, les comptes du receveur du Bureau de bienfaisance. Un certain nombre de ces documents sont conservés dans le dépôt aux Archives de l'État, objet du présent inventaire, à savoir le registre aux délibérations et les listes alphabétiques de la milice. L'ensemble est conservé dans " une armoire à deux serrures pour mettre les archives, avec des rayons au-dessus ".

Le 24 octobre 1967, le Collège échevinal de Sart-Custinne fait part à G. Beterams, inspecteur des Archives de l'État, de la décision du Conseil communal de refuser le dépôt de ses archives historiques aux Archives de l'État à Namur, proposé le 23 septembre.

Après la fusion des communes de 1977, il faut attendre 1990 pour qu'une information sur les archives communales de la nouvelle commune de Gedinne parvienne aux Archives de l'État à Namur. Dans le cadre d'une campagne générale d'inspection, Françoise Jacquet-Ladrier, archiviste, reçoit le 12 octobre 1990 une réponse à un questionnaire rédigée par le secrétariat communal. La situation décrite est relativement inquiétante. En effet, si les registres aux délibérations et de population des anciennes communes ont fait l'objet d'un transfert à Gedinne dans la maison communale, peu de dossiers y sont arrivés. La plupart sont encore répartis dans les anciennes maisons communales des villages fusionnés. C'est le cas à Sart-Custinne. La commune annonce cependant un déménagement des archives vers un local communal en cours d'aménagement à Malvoisin.

Le 9 octobre 2002, André Vanrie, Conservateur des Archives de l'État à Namur, se rend à Gedinne pour actualiser le constat opéré en 1990. Les archives antérieures à la fusion de 1977 sont alors conservées au 1er étage de la salle des fêtes du village de Patignies dans de bonnes conditions de conservation. Environ 150 mètres linéaires de rayonnage accueillent les boîtes de conservation classées suivant le système CDU appliqué en 1996 par une firme privée. Les registres aux délibération et de population des anciennes communes sont eux conservés à la maison communale de Gedinne. André Vanrie précise qu'il n'y a pas eu de destruction d'archives depuis 1977. Suite à cette visite, le Collège communal de Gedinne envoie le 29 janvier 2002 aux Archives de l'État à Namur un inventaire des registres aux délibérations et de population conservés à Gedinne. Pour Sart-Custinne, ce relevé correspond en tout point à celui publié dans le présent inventaire.

En 2018, parallèlement à une procédure d'élimination demandée par le Collège communal et approuvée par les Archives de l'État le 6 mars de cette année, Gedinne a décidé de déposer aux Archives de l'État à Namur les archives historiques des anciennes communes de l'entité. En effet, un déménagement des archives de Patignies à Gedinne vers un local insuffisant en espace de

conservation aurait compliqué la tâche de l'administration communale à très brève échéance. Le transfert des archives historiques vers Namur procure ainsi la capacité nécessaire à une gestion rationnelle des accroissements récents.

ACQUISITION

Les archives de l'ancienne commune de Sart-Custinne décrites dans le présent inventaire ont été transférées en 2018 aux Archives de l'État à Namur pour traitement matériel et ont fait l'objet d'une convention de dépôt aux Archives de l'État à Namur signée le 11 février 2020 par le Collège communal et par l'Archiviste général du Royaume.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Sart-Custinne entre 1791 et 1981. Bien que lacunaire, le fonds contient tout de même une belle série d'archives pour le XIXe siècle avec en exergue les registres aux délibérations du Conseil communal et du Bureau de bienfaisance dès la fin du XVIIIe siècle. Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1971 et continués jusqu'en 1981.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour

connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le

conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de

retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux

paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL, Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ⁵. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par l'utilité administrative et d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

5 <http://geoportail.wallonie.be>.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ⁶. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ⁷.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

6 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

7 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été dans leur grande majorité classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

1 - 8 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DE LA MUNICIPALITÉ, DU CONSEIL MUNICIPAL, PUIS DU CONSEIL COMMUNAL. 1792-1976.

1	4 août 1792-9 septembre 1856.	1 volume
2	26 octobre 1856-30 avril 1876.	1 volume
3	7 juin 1876-6 août 1903.	1 volume
4	30 août 1903-19 novembre 1920.	1 volume
5	19 novembre 1920-21 octobre 1947.	1 volume
6	20 novembre 1947-29 février 1964.	1 volume
7	8 mai 1964-10 septembre 1973.	1 volume
8	5 novembre 1973-30 décembre 1976.	1 volume
 <i>9 - 10 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS DU COLLÈGE ÉCHEVINAL. 1948-1976.</i>		
9	28 juillet 1948-11 janvier 1964.	1 volume
10	30 mai 1964-9 février 1976.	1 volume
11	Demandes formulées par des membres du Conseil communal relatives à des points à intégrer à l'ordre du jour de la prochaine séance. 1er octobre 1867.	2 pièces
12	Doubles de délibérations du Conseil avec pièces annexes. 1955-1957.	

1 liasse

- 13 Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1953, 1955-1974.
1 liasse
- 14 Dossier relatif à un litige en justice opposant la Commune à Parizet et autres relatif à la vente frauduleuse de biens immeubles par l'ancien receveur communal, Nicolas-Joseph Adam. 1872, 1877.
1 chemise
- 15 Arrêté de la Députation permanente n'autorisant pas la remise d'une somme due par Joseph Robert condamné pour avoir fait pâturer un cheval dans le bois communal. 23 décembre 1892.
1 pièce

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

16 Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1976. 1 liasse

2. TERRITOIRE

17 Extrait du plan cadastral de la commune. 1871. 1 pièce

3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

18 Dossier relatif à l'adhésion et à la participation de la commune à la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région Gedinne-Semois. 1962-1974. 1 liasse

19 Dossier relatif à l'appui des autorités au projet d'installation du CERN à Focant. 1966-1967. 4 pièces

20 Correspondance échangée relative à la non-adhésion de la commune au Conseil économique de la Province de Namur ASBL. 1970. 2 pièces

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

21 Minute du procès-verbal de prestation de serment et d'installation des conseillers communaux. 18 janvier 1947. 1 pièce

22 Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux et à l'élection des échevins. 3 janvier 1959. 1 chemise

23 Procès-verbal d'installation des conseillers et de nomination des échevins. 1971. 3 pièces

24 Extrait du registre aux délibérations relatif à la nomination en tant que conseiller d'Eugène Pirson en remplacement de Nicolas

Demars, décédé. 9 février 1976.

1 pièce

25 2. BOURGMESTRE

Arrêtés du Gouvernement provincial fixant le montant de la rémunération du bourgmestre. 1942, 1944.

3 pièces

C. ORGANISATION DES SERVICES

26 1. ARCHIVES

Correspondance échangée avec G. Beterams, du service d'Inspection des Archives générales du Royaume, relative au refus de la commune de déposer ses archives aux Archives de l'État. 1967.

2 pièces

27 2. ÉQUIPEMENT

Règlement communal pour le détenteur du téléphone. 4 septembre 1924.

1 pièce

28 3. CONTRÔLE, SÉCURITÉ, HYGIÈNE, EMBELLISSEMENT DES LOCAUX ET LIEUX DE TRAVAIL

Dossier relatif à l'affiliation de la commune au Service provincial de médecine du travail. 1968-1976.

1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

29 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

Dossier relatif au paiement d'allocations compensatoires au personnel. 1948-1949.

1 chemise

30 Dossier relatif à la fixation et à l'évolution des traitements du personnel. 1947-1967.

1 chemise

31 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation du pécule de vacances du personnel. 1958-1964.

1 chemise

-
- 32 Dossier relatif à la fixation et à l'évolution du statut pécuniaire du personnel. 1963-1974. 1 liasse
- 33 Dossier relatif aux décisions portant sur les traitements des bourgmestre et échevins et aux jetons de présence des conseillers communaux. 1965-1974. 1 chemise
- 34 Dossier relatif aux différentes allocations complémentaires du personnel 1967-1973. 1 liasse
- 35 Dossier relatif à la convention passée avec le CIGER pour le calcul des salaires et des traitements du personnel. 1970-1971. 1 chemise
- 36 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'allocation pour diplôme accordée au personnel. 3 juillet 1974. 1 pièce
- 37 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la fixation de l'allocation de fin d'année du personnel. 1974-1976. 4 pièces
- 38 2. EFFECTIFS
Registre du personnel. 1957-1962. 1 cahier
3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
- 39 - 44 DOSSIERS PERSONNELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1859-1976.*
- 39 Bayonnet Jean-Baptiste. 27 octobre 1859. 1 pièce
- 40 Brasseur Jules. 1957-1976. 1 chemise
- 41 Gérard Marcel. 15 octobre 1940. 1 pièce
- 42 Gilles Victor. 1902, 1913. 2 pièces
- 43 Naisse Louis, intérimaire. 1955-1957.

		1 chemise
44	Rosmant Fernand. 1957-1967.	1 chemise
	<i>45 - 51 DOSSIERS PERSONNELS DES RECEVEURS COMMUNAUX. 1841-1972.</i>	
45	Adam Nicolas-Joseph. 2 septembre 1841.	1 pièce
46	Biston. 4 août 1868.	1 pièce
47	Courtois Jules. 1904.	3 pièces
48	Debarquin Émile. 29 janvier 1869.	1 cahier
49	Gérard Léon. 1944-1972.	1 chemise
50	Hubaux René, intérimaire. 1961-1968.	4 pièces
51	Georges Robert. 1968-1970.	2 pièces
52	Dossier relatif à la désignation, à la révocation et au remplacement du Secrétaire communal. 1955-1960.	7 pièces
	4. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER	
	<i>53 - 56 DOSSIERS PERSONNELS DES OUVRIERS. 1904-1976.</i>	
53	Leclère François, cantonnier-fontainier. 1947-1973.	1 chemise
54	Michel Cyrille, cantonnier. 1904.	2 pièces
55	Moreau Jean, cantonnier-fontainier. 1973-1976.	1 chemise
56	Thiry Joseph, cantonnier. 1905-1907.	4 pièces

5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

57 - 61 DOSSIERS PERSONNELS DES ENSEIGNANTS. 1897-1968.

57	Baijot Philomène, maîtresse de couture. 6 avril 1897.	1 pièce
58	Falmagne Marcel, instituteur. 1957-1958.	2 pièces
59	Mademoiselle Istasse, maîtresse de couture. 1968.	2 pièces
60	Pierson Henri, instituteur. 10 septembre 1955.	1 pièce
61	Sacré Victor, instituteur. 1898.	3 pièces

III. PATRIMOINE

A. BIENS IMMOBILIERS

1. ACQUISITIONS

- 62 Plan des propriétés de bois taillis que la commune projette d'acquérir. [XIXe siècle]. 1 pièce
- 63 Ordonnance de la Députation permanente autorisant la commune à acquérir la source d'eau au lieu-dit Furnafoy. 6 février 1863. 1 pièce
- 64 Extrait de la matrice cadastrale et plan d'une parcelle de bois que la commune projette d'acquérir pour continuer la construction d'un chemin. 1874-1875. 2 pièces
- 65 Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle boisée au lieu-dit la Houille à Édouard Muller. 1875. 3 pièces
- 66 Acte d'acquisition de parcelles de bois taillis à Henri et Catherine Gérard. 30 avril 1879. 1 cahier
- 67 Acte d'acquisition d'une parcelle de bois taillis à Catherine Bayonnet. 30 avril 1879. 1 cahier
- 68 Acte d'acquisition de parcelles de terrain à Stanislas Goderniaux, Nicolas Brasseur et Arsène Goderniaux en vue de l'amélioration du chemin n° 1. 21 décembre 1910. 1 cahier
- 69 Acte d'acquisition d'une parcelle de terrain à Jean-Baptiste Defrenne en vue de l'amélioration du chemin n° 1. 19 mars 1912. 1 pièce
- 70 Acte d'acquisition d'emprises nécessaires à l'élargissement du chemin n° 5. 13 décembre 1935. 1 cahier
- 71 Dossier relatif à l'acquisition d'un étang avec source au lieu-dit Bairy. 1939-1941. 6 pièces

-
- | | | |
|----|---|-----------|
| 72 | Dossier relatif à l'acquisition de taillis. 1943-1944. | 7 pièces |
| 73 | Pièces relatives au projet d'acquisition d'une emprise nécessaire à l'élargissement de la route venant de Patignies. Juin 1948. | 2 pièces |
| 74 | Dossier relatif au projet d'acquisition de parcelles de bois à Joseph Brasseur. 1949. | 6 pièces |
| 75 | Dossier relatif à l'acquisition de terrains dont un étang à Henriette Gyselinx. 1950-1951. | 1 chemise |
| 76 | Dossier relatif à l'acquisition d'emprises nécessaires aux travaux de distribution d'eau et de voirie. 1953. | 1 chemise |
| 77 | Dossier relatif à l'acquisition d'emprises nécessaires à l'élargissement des sentiers n° 19 et n° 3. 1953, 1973. | 1 chemise |
| 78 | Plan des emprises à acquérir en vue de l'élargissement du chemin de grande communication n° 172. 8 octobre 1953. | 1 pièce |
| 79 | Dossier relatif à l'acquisition d'une emprise nécessaire au détournement du sentier n° 20 et à la création d'un chemin le reliant au chemin n° 3. 1954-1955. | 1 chemise |
| 80 | Dossier relatif à l'acquisition d'emprises nécessaires pour élargir un tronçon du chemin n° 18 et pour élargir et détourner le sentier n° 20. 1959-1961. | 1 liasse |
| 81 | Dossier relatif à l'acquisition d'une emprise nécessaire à la création d'un chemin de campagne. 1961-1962. | 5 pièces |
| 82 | Dossier relatif à l'acquisition d'emprises nécessaires au détournement du sentier n° 19 et à la création d'un chemin reliant le chemin n° 3 de grande communication n° 172 au sentier n° 26. 1962, 1971-1973. | 1 liasse |
| 83 | Dossier relatif à l'acquisition d'emprises nécessaires aux modifications d'un chemin sans n°, du chemin n° 16 et du chemin | |

n° 28. 1971-1973.

1 liasse

2. ÉCHANGES

84

Plan d'arpentage des propriétés échangées entre la commune et plusieurs propriétaires. [XIXe siècle].

1 pièce

85

Acte d'échanges de bois entre la commune et plusieurs propriétaires. 30 janvier 1841.

1 cahier

86

Acte d'échange de parcelles de bois taillis entre la commune et Nicolas Demars. 15 décembre 1862.

2 pièces

87

Pièces relatives au projet d'échange de parcelles entre la commune et Victor Gyselinx. 1866.

2 pièces

88

Acte et copie de l'Arrêté royal relatifs à l'échange de terrains boisés entre la commune et Pierre-Joseph Colaux de Patignies. 1873.

2 pièces

89

Dossier relatif à l'échange de terrains entre la commune et la famille Courtois. 1908-1909.

1 chemise

3. PARTAGES

90

Acte de partage entre les commune de Patignies, de Sart-Custinne et de Malvoisin d'une propriété indivise appelée " Ban-Notre-Dame ". 3 décembre 1844.

1 cahier

91

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal qui se réserve de faire le partage de l'aisance communale entre les habitants. 22 février 1903.

1 pièce

4. ALIÉNATIONS

92

Plan de pâtures à aliéner. [XIXe siècle].

1 pièce

93

Plan d'une pâture communale située en Thibautienne sur le territoire de Louette-Saint-Pierre demandée en concession par

	Nicolas-Joseph Pisvin, meunier. 22 août 1850.	2 pièces
94	Acte de vente de pâtures communales situées en Thibautienne sur le territoire de Louette-Saint-Pierre. 16 décembre 1851.	1 cahier
95	Acte de vente de pâtures communales situés en divers lieux-dits de la commune. 16 avril 1852.	1 cahier
96	Plan d'excédents de voirie à concéder aux propriétaires riverains. 18 mai 1856.	1 pièce
97	Cahier des charges pour la vente de terrains incultes. 6 février 1859.	1 pièce
98	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et cahier des charges relatif à la vente de bois taillis. 5 novembre 1859.	2 pièces
99	Pièces relatives à la vente d'excédents de voirie. 1859.	3 pièces
100	Plan d'un pré et d'un étang à aliéner. 23 mars 1862.	1 pièce
101	Dossier relatif à la vente d'une parcelle de terrain à Émile Pirlot. 1862.	5 pièces
102	Pièces relatives à la demande de concession d'une parcelle de terrain par Jean-Baptiste Dury-Duterme. 1869-1870.	2 pièces
103	Acte de vente publique d'immeubles saisis par la commune. 4 septembre 1872.	1 cahier
104	Acte de vente de 5 parcelles de terrain communal. 21 septembre 1875.	1 pièce
105	Acte de vente d'une maison et dépendances à Édouard Demars. 21 juillet 1888.	1 cahier

-
- 106 Dossier relatif à la vente d'une parcelle de terrain à Joseph Demars-Gérard. 1896.
6 pièces
- 107 Plan d'excédents de voirie à aliéner sur le chemin n° 2 à rétrécir. 20 février 1953.
1 pièce
- 108 Dossier relatif à la vente d'une parcelle de terrain au lieu-dit " Pré Lauvaux ". 1956-1957.
1 chemise
- 109 Dossier relatif à la vente d'une parcelle de terrain à Jean-Marie Guillaume. 1964-1965.
1 chemise
- 110 Promesses d'achat par des particuliers d'excédents de voirie générés par la création d'un chemin reliant le chemin de grande communication n° 172 au sentier n° 26. 1971.
1 chemise
5. LOCATIONS
- 111 Dossier relatif à la location du droit de chasse. 1847-1937.
1 chemise
- 112 Dossier relatif à la location des tenderies. 1854-1965.
1 liasse
- 113 Dossier relatif à la location de l'ancien bâtiment d'école à Nicolas Saint. 1898.
2 pièces
- 114 Dossier relatif à la location de la ferme de Thibautienne. 1901, 1909, 1960, 1967-1972.
1 chemise
- 115 Dossier relatif à la location du presbytère. 1958-1972.
1 chemise
6. CARRIÈRES
- 116 - 119 DOSSIERS RELATIF AUX DEMANDES D'AUTORISATION D'OUVERTURE DE CARRIÈRES PAR LA COMMUNE. 1863-1903.
de pierres. 1863.
5 pièces

117	de pierres. 1889.	1 chemise
118	de sable. 1900.	3 pièces
119	de pierres. 1903.	1 pièce
7. BOIS		
120	<i>120 - 125 DOSSIERS RELATIF À DES VENTES DE COUPES ISSUES DES BOIS COMMUNAUX. 1860-1939.</i> 1860-1899.	1 liasse
121	1900-1908.	1 liasse
122	1912-1919.	1 liasse
123	1920-1924.	1 liasse
124	1925-1929.	1 liasse
125	1930-1939.	1 liasse
126	Dossier relatif à la répartition des portions d'affouage. 1867-1942.	1 chemise
127	Copies des Arrêtés royaux autorisant des coupes extraordinaires dont la vente doit permettre de financer l'action communale. 1869-1905.	1 chemise
128	Plan d'aménagement des taillis simples et des taillis sous futaie. 26 août 1903.	1 pièce
129	État des sommes dues par la commune à N. Citelet, contrôleur-arpenteur forestier à Beuraing, pour opérations géométriques relatives à l'aménagement des bois communaux. 17 mars 1904.	1 pièce

-
- 130 Tableaux des exploitations de futaie résineuse et de taillis simples. 1925-1926. 2 pièces
- 131 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la demande de Marcel Léonard souhaitant placer une conduite d'eau à travers le bois communal. 22 juillet 1964. 1 pièce
- 132 Dossier relatif au changement de mode de jouissance d'une parcelle boisée au lieu-dit Thibautienne, suite à son défrichement. 1967-1969. 1 chemise
- 133 Dossier de litige entre la commune et Marcel Delporte au sujet de la proposition de cession de la chapelle Saint-Gilles à la première et des limites du terrain sur lequel elle est implantée. 1974-1975. 8 pièces
8. SOURCES D'EAU
- 134 Dossier relatif au contrat de cession par la commune à celle de Vencimont du trop-plein de la source de Bairy destiné à la distribution d'eau. 1942-1947, 1974. 8 pièces
- B. BIENS MOBILIERS*
- 135 Convention passée entre Marie-Joseph Charles et la commune relative à la cession de ses meubles par la première en échange de fournitures nécessaires à sa subsistance. 1er août 1892. 1 pièce
- 136 Acte de vente publique de 2 poteaux en fonte. 1er avril 1928. 1 pièce

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 137** Lettre adressée au commissaire d'arrondissement de Dinant demandant le paiement de frais par la commune pour examen de la situation comptable de celle-ci. 9 octobre 1872. 1 pièce
- 138** Tableaux des superficies de voirie transmis au Ministère de l'Intérieur en vue de fixer la part du fonds des communes revenant à la commune. 1950-1976. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 139** 139 - 144 BUDGETS ANNUELS. 1912-1976. 1912, 1925-1941. 1 liasse
- 140** 1942-1949. 1 liasse
- 141** 1950-1954. 1 liasse
- 142** 1955-1962. 1 liasse
- 143** 1963-1969. 1 liasse
- 144** 1970-1976. 1 liasse
- 145** Modifications budgétaires. 1943-1976. 1 liasse
- ###### 2. EMPRUNTS
- 146** Acte d'obligation de la commune envers Pierre-Joseph Legère pour emprunt d'une somme d'argent. 21 mai 1872. 1 cahier
- 147** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

demandant à pouvoir emprunter pour payer les arriérés dus suite à la construction de l'école. 20 janvier 1897.

1 pièce

- 148 Copie de l'Arrêté royal d'approbation d'un emprunt contracté pour payer les frais de construction d'un bâtiment d'école. 6 août 1900.
1 pièce

3. PLACEMENTS

- 149 Carnet d'épargne de la commune à la Caisse générale d'épargne et de retraite. 1879-1962.
1 cahier

- 150 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif à l'achat de bons de caisse du Crédit communal. 22 janvier 1944.
1 pièce

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

*151 - 160 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES.
1923-1976.*

- 151 151 - 157 Dépenses. 1923-1961.
1923-1925, 1927, 1934-1939.
1 liasse
- 152 1940-1944
1 liasse
- 153 1945-1948
1 liasse
- 154 1949-1951
1 liasse
- 155 1952-1955
1 liasse
- 156 1956-1957
1 liasse
- 157 1958-1961
1 liasse

158	158 - 159 Recettes. 1927-1961. 1927, 1934, 1959	1 liasse
159	1960-1961	1 liasse
160	Recettes et dépenses. 1967, 1972-1976.	1 liasse
2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
161	<i>161 - 165 COMPTES ANNUELS. 1920-1976.</i> 1920-1937.	1 liasse
162	1938-1948	1 liasse
163	1949-1956	1 liasse
164	1957-1967	1 liasse
165	1968-1976	1 liasse
166	<i>166 - 215 PIÈCES JUSTIFICATIVES DES COMPTES ANNUELS. 1865-1976.</i> 1865	1 liasse
167	1894	1 liasse
168	1895	1 liasse
169	1896	1 liasse
170	1898	1 liasse

171	1901-1902	1 liasse
172	1903	1 liasse
173	1905	1 liasse
174	1906	1 liasse
175	1907	1 liasse
176	1908	1 liasse
177	1909	1 liasse
178	1910	1 liasse
179	1911	1 liasse
180	1912	1 liasse
181	1913	1 liasse
182	1914	1 liasse
183	1920	1 liasse
184	1921	1 liasse
185	1922.	1 liasse
186	1923.	1 liasse
187	1924.	

		1 liasse
188	1925	1 liasse
189	1926	1 liasse
190	1927	1 liasse
191	1928.	1 liasse
192	1929.	1 liasse
193	1930.	1 liasse
194	1931	1 liasse
195	1932	1 liasse
196	1933.	1 liasse
197	1934	1 liasse
198	1935	1 liasse
199	1936	1 liasse
200	1937	1 liasse
201	1938	1 liasse
202	1939	1 liasse
203	1940	1 liasse

204	1941	1 liasse
205	1942	1 liasse
206	1943	1 liasse
207	1944	1 liasse
208	1945	1 liasse
209	1946	1 liasse
210	1950	1 liasse
211	1956	1 liasse
212	1962	1 liasse
213	1968	1 liasse
214	1974	1 liasse
215	1976	1 liasse
216	Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à des demandes de crédits spéciaux pour couvrir des dépassements de budgets. 1904-1910.	1 chemise
217	États des sommes non prévues au budget ou qui ont dépassé les prévisions budgétaires. 1906, 1910.	2 pièces
218	Procès-verbaux de vérification de la caisse communale. 1905, 1946-1968.	1 chemise

-
- 219 Lettre adressée par le bourgmestre demandant l'autorisation de faire saisir arrêt auprès d'un notaire relatif au produit d'une vente de bien afin de récupérer le montant d'une amende payée en 1943. 20 mai 1947. 1 pièce
- 220 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à une demande de crédit spécial pour le paiement de l'abonnement au téléphone. 26 janvier 1906. 1 pièce
- 221 Dossier relatif au contrôle de la comptabilité de l'ancien receveur, Nicolas-Joseph Adam. 1870-1871. 4 pièces
- 222 Comptes de cleric-à-maître rendus par les anciens receveurs à leurs successeurs. 1904, 1922. 2 cahiers

D. IMPOSITIONS ET TAXES

1. GÉNÉRALITÉS

- 223 Extraits du registre aux délibération du Conseil communal relatifs à la désignation de Jules Brasseur, secrétaire communal, comme délégué auprès de la commission fiscale. 1960, 1964. 2 pièces

2. IMPÔTS COMMUNAUX

- 224 Rôles d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale. 1867, 1869-1903. 1 liasse

E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE

- 225 Table alphabétique des propriétaires inscrits à la matrice cadastrale. [Début du XXe siècle]-1916. 1 cahier

V. ÉTAT CIVIL

A. TENUE DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL

- 226 Avis reçus du Parquet du Tribunal de Première Instance de Dinant et du Commissaire d'arrondissement de Dinant relatifs à la tenue des registres d'état civil. 1872-1882. 1 chemise
- 227 Instructions reçues du Procureur du Roi de Dinant relatives à la vérification des registres. 1905-1910. 6 pièces
- B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES*
- 228 Dossier relatif à une concession au cimetière. 1877. 6 pièces
- 229 Procès-verbaux d'exhumation de corps transférés dans un caveau familial. 18 avril 1955. 2 pièces

VI. POPULATION

A. REGISTRES DE POPULATION ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

230	230 - 240 REGISTRES DE POPULATION. 1846-1981. 1846-1857	1 volume
231	1857-1867	1 volume
232	1867-1896	1 volume
233	1891-1901	1 volume
234	1901-1910	1 volume
235	1911-1921	1 volume
236	1922-1931	1 volume
237	1932-1947	1 volume
238	1947-1962	1 volume
239	1961-1971	1 volume
240	1971-1981	1 volume
241	241 - 247 INDEX DES REGISTRES DE POPULATION. 1846-1980. 1846-1857.	1 volume
242	1857-1867	1 volume

243	1867-1896.	1 volume
244	1891-1901.	1 volume
245	1911-1921.	1 volume
246	1932-1947	1 volume
247	1971-1980.	1 volume
248	Registre des entrées. 1911-1976.	1 volume
249	Registre des sorties. 1911-1976.	1 volume
250	250 - 251 TABLEAUX STATISTIQUES DES MOUVEMENTS DE LA POPULATION. 1948-1976. 1948-1959	1 liasse
251	1960-1976	1 liasse
<i>B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i>		
252	252 - 257 DOSSIERS RELATIFS AUX OPÉRATIONS DE RECENSEMENT. 1866-1970. 1866.	1 liasse
253	1910.	1 liasse
254	1920.	1 liasse
255	1947.	1 liasse
256	1961.	1 liasse

		1 liasse
257	1970.	1 liasse
258	Résultats du recensement de la population au 31 décembre 1970. 1974-1975.	1 liasse
259	<i>C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS</i> Registre des cartes d'identités. 1952-1976.	1 volume
260	Certificats pour demande de carte de travailleur frontalier pour des habitants travaillant en France. 1945-1948.	1 chemise
261	<i>D. ÉTRANGERS</i> Registre des déclarations d'entrées et de sorties. 1893.	1 volume
262	Registre des étrangers. 1938.	1 cahier
263	Dossiers individuels des étrangers. 1938-1961.	1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

264 Listes électorales. 1905-1976. 1 liasse

265 Fiches individuelles d'électeurs de conseil de prud'hommes. [Vers 1950-1960]. 1 chemise

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

266 Arrêté de la Députation permanente rejetant la requête de Jean-Baptiste Poncelet en vue de son inscription sur la liste électorale. 4 juin 1869. 1 pièce

267 Relevés transmis par le Ministère des Finances relatifs aux mutations d'immeubles en vue de la formation des listes électorales. 1894-1895, 1914. 1 chemise

268 Dossier relatif à la réclamation d'une voix supplémentaire par Alphonse Demars. 1911. 6 pièces

269 Pièces relatives à la privation du droit de vote de personnes condamnées. 1950. 2 pièces

270 Listes électorales servant à leur révision. 1951-1975. 1 liasse

271 Dossier relatif à la révision des listes électorales et à leur transmission à des tiers. 1955-1974. 1 liasse

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

272 272 - 280 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1899-1976. Lettre du Commissaire d'arrondissement de Dinant annonçant la validation des élections. 4 décembre 1899. 1 pièce

273 Procès-verbal de l'élection du 24 avril 1921. 1921. 1 cahier

-
- | | | |
|-----|---|-----------|
| 274 | Arrêt des listes de candidats aux élections du 10 octobre 1926. 26 septembre 1926. | 1 pièce |
| 275 | Procès-verbal de l'élection du 16 octobre 1938. 1938. | 1 cahier |
| 276 | Dossier relatif à la validation de l'élection du 12 octobre 1952. 1952. | 1 chemise |
| 277 | Procès-verbal de l'élection du 12 octobre 1958. 1958. | 1 cahier |
| 278 | Dossier relatif à la validation de l'élection sans lutte du 24 septembre 1964. 1964. | 1 chemise |
| 279 | Dossier relatif à la validation de l'élection du 11 octobre 1970. 1970. | 1 chemise |
| 280 | Dossier relatif à la préparation des élections du 10 octobre 1976 pour la nouvelle commune de Gedinne issue de la fusion. 1976. | 4 pièces |
| 281 | Dossier relatif à la convocation des électeurs aux élections législatives et provinciales. Février 1946. | 5 pièces |

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE

1. 1817-1923

282	282 - 283 REGISTRES D'INSCRIPTION. 1826-1910. 1826-1884.	1 liasse
283	1885-1910.	1 liasse
284	284 - 286 LISTES ALPHABÉTIQUES. 1817-1913. 1817-1830.	1 liasse
285	1831-1884.	1 liasse
286	1885-1913.	1 liasse
287	Listes des ajournés et des dispensés. 1872-1913.	1 liasse
288	Formulaires complétés dans le cadre de la procédure d'exemption. 1871-1884.	1 liasse
289	États nominatifs des miliciens appelés au service. 1872-1885, 1909.	1 chemise
290	Formulaires et certificats divers complétés dans le cadre de la procédure de levée. 1873-1881.	1 chemise
291	Registre des militaires en congé limité et en congé illimité dans la commune. 1896-1925.	1 cahier
292	Dossier de demande d'engagement volontaire dans l'armée d'Edmond Gilles. 1909.	3 pièces

-
- 293 Liste des familles qui sont présumées avoir droit d'office à une indemnité. 16 janvier 1914.
1 pièce
2. 1924-1976
- 294 Feuilles individuels de recensement des miliciens. 1924-1977.
1 liasse
- 295 Registre des demandes d'indemnités de milice. 1954-1967.
1 cahier
- 296 Formulaires de demande d'allocations aux familles de militaires soldés, miliciens, rappelés ou maintenus sous les drapeaux. 1941-1942.
1 chemise
- 297 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif à la nomination de Léon Gérard, receveur, comme comptable des allocations de milice. 30 septembre 1941.
1 pièce
- 298 Liste de soldats prisonniers de guerre avec adresse des camps concernés. [Vers 1941].
1 pièce
- 299 Dossier relatif aux demandes d'indemnités de milice. 1951-1957.
1 chemise
- 300 *B. GARDE CIVIQUE (1830-1921)*
Registres d'inscription. 1848-1882.
1 liasse
- 301 Listes alphabétiques des inscrits désignés et des inscrits exemptés, dispensés ou exclus. 1900-1910.
2 pièces
- 302 *C. RÉQUISITIONS*
Avis de réquisition. 1914, 1921, 1923.
3 pièces
- 303 Registre de classement servant à l'inscription des automobiles appartenant aux habitants de la commune. [Après 1948].
1 cahier
- 304 Registre de classement servant à l'inscription des motocyclettes

appartenant aux habitants de la commune. [Après 1944].
1 pièce

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES

1. RAVITAILLEMENT

- 305** Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif à la nomination de Suzanne Quewet en tant que commis au ravitaillement. 29 octobre 1941.
1 pièce
- 306** Correspondance et circulaires reçues du Groupement général " cheptel, viande et sous-produits " de la Corporation nationale de l'agriculture et de l'alimentation. 1943-1944.
1 chemise
- 307** *307 - 308 DOSSIERS RELATIFS AUX LIVRAISONS DE BÉTAIL EXIGÉES D'ÉLEVEURS DE LA COMMUNE. 1942-1948.*
1942-1944
1 liasse
- 308** 1945-1948
1 liasse
- 309** Listes de livraisons et de retard de livraisons de bétail. 1942-1947.
7 pièces
- 310** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'allocation de traitement au commis au ravitaillement en charge de nouvelles fonctions. 4 septembre 1947.
1 pièce
- 311** Lettres reçues du Ministère du Ravitaillement relatives aux livraisons de bétail. 1947.
3 pièces
- 312** *312 - 313 SOUCHES D'ORDRES DE LIVRAISON DE BÉTAIL. 1947.*
18 février-4 mars 1947
1 cahier
- 313** 8 mars-15 avril 1947
1 cahier
- 314** Fiches générales des exploitants soumis au plan de culture dans le cadre de la mobilisation de la récolte de 1944. 24 juillet 1944.

3 pièces

- 315** 2. DOMMAGES DE GUERRE
Dossier constitué par la Standard American Petroleum Company
relatif aux dommages subis à son matériel de distribution
d'essence placé chez Élisé Wavreille, meunier. 1940, 1944.

3 pièces

- 316** 3. RÉQUISITIONS
Liste des armes à feu remises par les habitants de la commune.
[Vers 1940].

1 pièce

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. PERSONNEL

- 317** Dossier relatif à la procédure de recrutement d'un garde-champêtre auxiliaire. 1951-1953. 1 chemise
- 318** Arrêté du Gouverneur autorisant Jean-Baptiste Baijot, garde-champêtre de Gedinne, à exercer les fonctions de garde-champêtre auxiliaire. 24 décembre 1892. 1 pièce
- 319 - 322 ACTES DE NOMINATION DES GARDES-CHAMPÊTRES. 1859-1886.*
- 319** Dury Jean-Baptiste. 11 septembre 1862. 1 pièce
- 320** Étienne Pierre. 2 juillet 1859. 1 pièce
- 321** Gérard Jean-Baptiste. 18 mars 1886. 1 pièce
- 322** Mournart Hadelin. 7 juin 1877. 1 pièce
- #### 2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE RELATIF À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
- 323** Ordonnances de police. 22 mai 1847. 1 cahier
- 324** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal fixant le règlement de la vaine pâture. 17 septembre 1959. 1 pièce
- 325** Dossier relatif au règlement de police sur le camping dans la commune et aux déclarations individuelles requises. 1966-1967. 1 chemise
- ### B. SERVICE D'INCENDIE
- 326** Dossier relatif à l'affiliation de la commune au Centre du groupe régional de Gedinne. 1949-1960.

5 pièces

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. GÉNÉRALITÉS

- 327 Pièces relatives à la participation de la commune à l'acquisition d'un car mis à la disposition de l'Office nationale de l'enfance, pour l'arrondissement de Dinant. 1969-1970. 2 pièces

B. GESTION DES IMMONDICES

- 328 Actes d'adjudication des travaux d'enlèvement des immondices. 1956-1974. 1 chemise
- 329 Lettres reçues de l'Administration des eaux et forêts relatives à des déversements non autorisés d'immondices au lieu-dit " Pierreries ". 1968. 3 pièces
- 330 Dossier relatif au projet de création d'un service intercommunal de collecte et de traitement des immondices. 1969. 3 pièces

C. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 331 État nominatif des personnes vaccinées gratuitement. 27 décembre 1915. 1 pièce
- 332 État nominatif des personnes vaccinées ou revaccinées. 5 décembre 1944. 1 pièce
- 333 Registre des personnes vaccinées contre la variole. 1947-1973. 1 cahier
- 334 Listes des personnes vaccinées contre la poliomyélite. 1959-1963. 1 chemise
- 335 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la nomination du médecin vaccinateur. 1958-1964. 5 pièces

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

- 336 Inventaire du bétail. 1870. 1 volume
- 337 Procès-verbaux de recensement du bétail. 1870. 1 liasse
- 338 Arrêté du Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement nommant un vétérinaire pour l'expertise des viandes. 7 février 1942. 1 pièce
- 339 Déclarations du garde-champêtre relatives aux ordres d'enfouissement d'animaux de ferme décédés. 26 novembre 1949. 2 pièces
- 340 Dossier relatif à la vaccination anti-aphteuse du bétail. 1960-1967. 1 chemise
- 341 Lettre reçue de l'Inspecteur vétérinaire relative à un cas d'acariose des abeilles décelé chez un apiculteur de la commune. 7 octobre 1960. 1 pièce
- 342 Listes des propriétaires dont les animaux sont soumis à la vaccination obligatoire contre la fièvre aphteuse. 1961. 2 pièces
- 343 Lettre reçue de l'Inspecteur vétérinaire principal relative à un cas de gale dans une exploitation agricole de la commune. 3 novembre 1966. 1 pièce
- 344 Dossier relatif à la police sanitaire de la rage. 1967-1976. 1 liasse

3. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

345 - 351 DOSSIERS D'AUTORISATION D'ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES. 1950-1976.

- 345 Arrêté de la Députation permanente autorisant l'installation de l'atelier de charronnerie mécanique d'Omer Pirson. 2 juin 1950. 1 pièce

-
- 346 Débit de viande et de préparations de Marie-Louise Lambert. 1961.
1 chemise
- 347 Atelier de menuiserie mécanique de Jules Pirson. 1965.
1 chemise
- 348 Lettre reçue de Georges Gilbert demandant une information sur la
procédure d'autorisation d'une citerne à mazout projetée par Émile
Lemaire. 16 octobre 1967.
1 pièce
- 349 Réservoirs de gaz propane de plusieurs habitants. 1970-1976.
1 chemise
- 350 Dépôt temporaire d'explosifs de Joseph Javaux destinés au
creusement de tranchées pour la pose de câbles téléphoniques.
1971.
2 pièces
- 351 Dépôt de mazout d'Alphonse Ansiaux. 1971-1972.
1 chemise
- D. COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES ET SERVICES NON
COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX*
- 352 Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire confiée au Centre de
santé provincial de Beauraing. 1959-1960.
2 pièces

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

- 353 Contrat passé avec le Service technique de la Province de Namur chargé pour 5 ans des missions techniques nécessaires à la réalisation des travaux. 3 septembre 1970.
2 pièces

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 354 Dossier relatif aux travaux d'électrification des bâtiments communaux et scolaires. 1927.
1 chemise
- 355 Dossier relatif aux travaux de restauration des bâtiments communaux. 1928-1931.
4 pièces
- 356 Dossier relatif aux travaux de reconstruction des préaux et de restauration du mur du jardin du presbytère. 1952-1955.
1 chemise
- 357 Dossier relatif aux travaux d'aménagement de la maison communale. 1953-1960.
1 chemise
- 358 Dossier relatif aux travaux d'agrandissement de la salle du conseil, des mariages et des fêtes. 1960-1962.
1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

- 359 Dossier relatif à la construction d'une école mixte avec logement de l'instituteur et dépendances. 1895-1896.
5 pièces
- 360 Dossier relatif aux travaux de restauration des bâtiments scolaires. 1913.
7 pièces
- 361 Dossier relatif aux travaux d'amélioration de l'école mixte. 1936-1938.

-
- 1 chemise
- 362** Dossier relatif aux travaux de restauration des bâtiments scolaires. 1947-1948. 1 chemise
- 363** Dossier relatif aux travaux d'aménagement des cours de l'école. 1948-1951. 1 chemise
- 364** Dossier relatif aux travaux d'installation d'une salle de bain et d'une fosse septique pour le logement de l'instituteur et de construction d'un garage. 1959-1961. 1 chemise
- 365** 3. BÂTIMENTS DU CULTE
Devis estimatif de la construction d'une église. 12 mai 1860. 1 pièce
- 366** Dossier relatif à la construction et à l'ameublement de la nouvelle église. 1871-1875. 1 chemise
- 367** Acte par lequel M. Hoeken et Gérard Jansen à Saint-Trond, sculpteurs, s'engagent à fournir des meubles pour l'église. 12 décembre 1875. 1 pièce
- 368** Devis, cahier des charges et acte d'adjudication des travaux de restauration de l'église et du presbytère. 1895. 1 pièce
- 369** Lettre reçue du Commissaire d'arrondissement de Dinant annonçant l'accord du Ministre de la Justice sur le devis des travaux à l'église. 26 novembre 1904. 1 pièce
- 370** Dossier relatif aux travaux de restauration et d'amélioration de l'église et du presbytère. 1912. 1 chemise
- 371** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'acquisition d'une cloche pour l'église en remplacement d'une autre, fêlée. 16 janvier 1929. 1 pièce
- 372** Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église. 1931-1932.

4 pièces

- 373** Dossier relatif aux travaux de renouvellement de la couverture de la flèche de l'église et de la construction d'une citerne pour le presbytère. 1931-1932.
1 chemise
- 374** Dossier relatif au remplacement d'une cloche de l'église enlevée par les Allemands durant la Seconde Guerre mondiale. 1946-1954.
1 chemise
- 375** Dossier relatif aux travaux de rafraîchissement du presbytère et de restauration de l'église dont la toiture et les peintures. 1946-1948.
1 chemise
- 376** Dossier relatif aux travaux de restauration du presbytère. 1951-1952.
1 chemise
- 377** Dossier relatif aux travaux de restauration de la chapelle Saint-Roch. 1952.
3 pièces
- 378** Dossier relatif aux travaux de revêtement des murs et de la tour de l'église. 1966-1967.
1 chemise
- 379** Dossier relatif aux travaux de restauration des murs extérieurs de la tour et de la nef de l'église. 1971-1976.
1 liasse
- 380** Dossier relatif aux travaux de peinture de l'église. 1972-1979.
1 liasse
- 381** 4. CIMETIÈRES
Dossier relatif à des travaux de création et d'entretien du cimetière. 1870, 1899-1900, 1949-1951.
1 chemise
- 382** 5. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)
Acte d'adjudication des travaux de réfection du lavoir. 27 septembre 1897.
1 pièce
- 383** Dossier relatif aux travaux de restauration à entreprendre dans la

ferme de Thibautienne. 1908-1910.

1 chemise

C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

1. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)

384

Lettre reçue de l'Inspecteur provincial relative à la somme due par la commune à celle de Vencimont pour la mise en place d'un garde-corps au pont sur la Houille. 23 juillet 1901.

1 pièce

385

Devis, cahier spécial des charges et plan d'appropriation des abords d'un abreuvoir du bétail et décharge des eaux. 2 mars 1908.

2 pièces

386

Acte d'adjudication du marché de fourniture de pierrailles sur les routes agricoles de la commune. 11 mai 1913.

1 pièce

387

Devis, cahier des charges et plan du projet d'amélioration du chemin d'Houdremont à la ferme de Longchamps. 18 décembre 1915.

1 cahier

388

Lettre reçue du bourgmestre d'Houdremont demandant la participation de la commune dans les travaux de construction d'une route vers la ferme de Longchamps. 2 avril 1952.

1 pièce

389

Lettre reçue de Georges Cattoor se plaignant du mauvais état du pont sur la Houille au lieu-dit Pourcia. 27 novembre 1964.

1 pièce

2. VOIRIE VICINALE

390

Ordonnance de la Députation permanente approuvant les plans d'alignement et de délimitation des chemins vicinaux. 12 juin 1845.

1 pièce

391

Plan du chemin de grande communication de Malvoisin à Rienne dans sa traversée de la commune. 6 septembre 1862.

1 pièce

392

Plans des aliénations projetées du chef d'un excédent de largeur

-
- d'un chemin, de la suppression d'une partie de chemin et de 2 sentiers. 30 mai 1859. 2 pièces
- 393** Plans du projet de modification du sentier n° 18. 15 mars 1863. 2 pièces
- 394** Actes d'adjudication des travaux d'entretien des chemins. 1870-1909, 1937. 1 chemise
- 395** Lettre reçue du Commissaire d'arrondissement de Dinant annonçant le subside accordé à la commune pour les travaux de voirie. 19 décembre 1872. 1 pièce
- 396** Lettre reçue de l'Inspecteur provincial annonçant la décision favorable de la Députation permanente pour la réalisation des études des travaux d'amélioration et de réfection des chemins n° 1 et n° 4 et du sentier n° 18. 14 mars 1907. 1 pièce
- 397** Dossier relatif aux travaux de création d'un chemin entre Louette-Saint-Pierre et Willerzie par les bois d'Hez. 27 décembre 1910. 4 pièces
- 398** Plan d'ouverture de 2 chemins vicinaux et de suppression d'un tronçon du sentier n° 19 et d'un tronçon du sentier n° 20. 18 février 1925. 1 pièce
- 399** Correspondance échangée avec le commissaire-voyer relative à la volonté de la commune de construire une route au lieu-dit Boiron. 16-18 décembre 1937. 1 pièce
- 400** Lettres reçues relatives aux travaux de réparation des dégâts de guerre au chemin de grande communication n° 172. 1941-1944. 4 pièces
- 401** Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 3. 1942-1943, 1950. 5 pièces
- 402** Plan de modification de voirie par élargissement du chemin de grande communication n° 172 et par acquisition de l'emprise en résultant. 8 octobre 1953. 1 pièce

-
- 403 Dossier relatif à l'approbation d'un nouveau plan d'alignement suite au détournement du sentier n° 20 et à la création d'un chemin reliant le sentier n° 20 au chemin n° 3. 1953-1954.
1 chemise
- 404 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 9 et des sentiers n° 19 et n° 26. 1954.
1 chemise
- 405 Acte d'adjudication des travaux d'amélioration des chemins agricoles n° 5, 10, 14, 15 et 28. 22 août 1955.
1 pièce
- 406 Procès-verbal de réception définitive des travaux d'amélioration du sentier n° 20. 17 décembre 1955.
1 pièce
- 407 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du sentier n° 19. 1956.
1 chemise
- 408 Dossier relatif aux travaux d'amélioration et d'entretien de divers chemins agricoles. 1957-1959.
1 chemise
- 409 Dossier relatif aux travaux d'aménagement de divers chemins agricoles. 1959-1960.
5 pièces
- 410 Dossier relatif à l'approbation de l'alignement suite au détournement du sentier n° 19 et à la création d'un chemin reliant le chemin n° 3 de grande communication n° 172 au sentier n° 26. 1960-1962.
1 chemise
- 411 Dossier relatif au projet de travaux d'amélioration du chemin de grande communication n° 166 vers Gedinne. 1961.
6 pièces
- 412 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins n° 6, 8, 13, 17 et sans n°. 1962-1968.
5 pièces
- 413 Dossier relatif à l'approbation d'un plan d'alignement du chemin sans n° au lieu-dit " Derrière la Vie ", du chemin de servitude n° 16 et son prolongement et du chemin de servitude n° 28. 1965-1972.
1 chemise
- 414 Dossier relatif à la reprise par l'État des chemins de grande communication. 1972-1973.

4 pièces

415 Dossier relatif aux travaux de pose de canalisation en béton le long du chemin de grande communication n° 172. 1975-1978.
1 chemise

416 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 3 dit Thibautienne. 1972-1977.
1 liasse

417 *D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES*
Ordonnance de police pour l'irrigation des prairies et le curage des ruisseaux, canaux, " bis et mère-d'eau de servitude ". 1er novembre 1879.
1 pièce

418 Circulaire reçue du Gouvernement provincial relative aux waterings proches. 4 mai 1954.
1 pièce

419 Arrêté de la Députation permanente adoptant le classement des cours d'eau de la commune. 2 juillet 1954.
2 pièces

420 Dossier d'enquête relatif à l'établissement des nouveaux tableaux descriptifs des cours d'eau non navigables. 1957.
1 chemise

421 Tableau descriptif des cours d'eau non navigables. 11 octobre 1957.
1 volume

422 Dossier relatif aux travaux de curage d'une partie de la Houille. 1962-1964.
1 chemise

423 Dossier relatif à l'autorisation accordée à Émile Lemaire de créer un étang et de détourner le ruisseau du Ry de Boiron. 1968-1970.
1 chemise

E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

424 1. DISTRIBUTION D'EAU
Devis estimatif et plan du projet de construction d'une fontaine et d'une canalisation d'eau. 16 janvier 1882.
2 pièces

-
- 425 Lettre reçue du commissaire-voyer d'arrondissement annonçant l'autorisation donnée par la Députation permanente de faire procéder aux études des travaux d'établissement d'une distribution d'eau. 7 septembre 1898. 1 pièce
- 426 Acte d'adjudication des travaux d'entretien du puits dit d'en haut. 31 juillet 1904. 1 pièce
- 427 Dossier relatif aux travaux d'établissement d'une distribution d'eau. 1947-1950. 1 chemise
- 428 Dossier relatif à l'installation d'un puits et d'une alimentation en eau à la ferme Thibautienne. 1959-1960. 7 pièces
- 429 Dossier relatif à l'analyse de l'eau de distribution. 1962-1972. 1 chemise
- 430 Dossier relatif au recensement des ressources aquifères souterraines. 1967-1975. 1 chemise
- 431 Dossier relatif au respect de la réglementation pour la prise d'eau souterraine à la source de Bairy. 1975. 3 pièces
- 432 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal attestant le refus de la constitution d'une intercommunale de distribution d'eau proposée par une circulaire du Gouverneur. 1976. 2 pièces
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 433 Plan du réseau de distribution électrique. 30 juin 1923. 1 pièce
- 434 Dossier relatif à l'extension du réseau de distribution électrique aux écarts. 1941-1975. 1 liasse
3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
- 435 Dossier relatif aux travaux de modernisation de l'éclairage public par la société Philips. 1954-1956.

-
- 1 chemise
- 436** Dossier relatif aux travaux d'extension de l'éclairage public confiés à la société Esmalux. 1965-1966.
1 chemise
- 437** 4. TÉLÉPHONE
Plan du tracé d'une ligne téléphonique à construire de Gedinne à Vencimont dans la partie empruntant le domaine communal. 30 avril 1902.
1 pièce
- 438** Dossier relatif aux travaux d'infrastructure entrepris par l'Administration puis par la Régie des télégraphes et des téléphones. 1930, 1959-1976.
1 liasse
- 439** 5. POSTE
Lettres reçues du Directeur général de l'Administration des postes et télégraphes relatives au service de la malle-poste entre Gedinne et Sugny et au rythme des distributions dans la commune. 1882, 1899.
2 pièces
- 440** 6. TRANSPORTS EN COMMUN
Modèle de délibération du Conseil communal relatif à la demande d'une étude pour l'établissement de chemin de fer vicinal. 1907.
1 pièce
- 441** Dossier relatif à l'exploitation par la SNCV de lignes d'autobus passant par la commune. 1947-1971.
1 chemise
- 442** Dossier relatif à l'installation par la SNCV d'un abri pour voyageurs. 1972-1974.
1 chemise
- F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 443** 1. GÉNÉRALITÉS
Dossier relatif à l'élaboration de la délimitation de zones agricole et forestière dans la commune. 1965-1971.
1 chemise

-
- 444 Rapport d'étude reçu du Bureau économique de la province consacré au projet de parc naturel régional des Ardennes. [Début des années 1970].
1 volume
- 445 2. PLANS DE SECTEUR
Dossier relatif à l'élaboration du plan de secteur Beauraing-Gedinne. 1968-1969.
1 liasse
- 446 3. AUTORISATIONS DE VOIRIE
Copie de l'autorisation de placement d'une enseigne lumineuse accordée à Marie Collard. 26 mars 1955.
1 pièce
- 447 4. PERMIS DE BÂTIR
Autorisation donnée à Gustave Close de Gedinne de construire une chapelle sur un terrain lui appartenant dans la commune. 5 juillet 1862.
1 pièce
- 448 Lettre du bourgmestre au curé de la paroisse l'autorisant à ériger une statue sur un terrain communal. 1er avril 1954.
1 pièce
- 449 Correspondance échangée par le bourgmestre avec L. Debecker demandant l'autorisation d'ouvrir un terrain de camping. Avril 1965.
2 pièces
5. PERMIS DE LOTIR
- 450 450 - 451 DOSSIERS DE PERMIS DE LOTIR REFUSÉS. 1965-1975.
Joseph Fontaine. 1965.
1 chemise
- 451 Camille Lefort. 1973-1975.
1 chemise
- 452 G. PRIMES À L'ASSAINISSEMENT
Dossier relatif à l'octroi de la prime provinciale pour la suppression des taudis. 1942, 1960-1961.
8 pièces

- 453 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'octroi d'une prime communale pour la construction de nouvelles habitations. 1961-1964.
- 5 pièces

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

454 Rapports annuels et intermédiaires sur la situation de l'école primaire communale mixte. 1910-1939. 1 liasse

455 Tableaux statistiques de la population scolaire. 1923-1929. 1 chemise

B. ORGANISATION

456 Dossier relatif à la fixation du nombre d'enfants bénéficiant de l'instruction gratuite. 1909-1912. 6 pièces

457 Règlement relatif aux congés saisonniers. 23 décembre 1921. 1 pièce

458 Listes des élèves bénéficiant de la gratuité des fournitures classiques. 1949-1968. 1 chemise

C. BÂTIMENTS

459 Procès-verbal des lieux à l'entrée de l'instituteur Joseph Pierson. 10 février 1920. 2 pièces

D. ÉQUIPEMENT

460 Inventaire du mobilier classique. 8 avril 1920. 1 pièce

E. PERSONNEL

461 Tableaux des retenues servant à alimenter la caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux. 1877-1880. 4 pièces

462 Correspondance échangée entre le Gouverneur et le bourgmestre relative au supplément de traitement refusé à l'instituteur. 1955-1956. 3 pièces

F. FINANCES

- 463 Formulaires établis en vue du remboursement par la Province de Namur de fournitures classiques. 1921-1935.
1 chemise

G. FRÉQUENTATION ET OBLIGATION SCOLAIRE

- 464 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal arrêtant le nombre d'enfants bénéficiant de l'instruction gratuite. 3 août 1894.
1 pièce

- 465 Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1949, 1953, 1959.
3 pièces

H. ACTIVITÉS ÉDUCATIVES ORDINAIRES

- 466 Lettre reçue de Victor Goffinet, ingénieur professeur à Carlsbourg, relative à la tenue de son cours d'agriculture. 3 janvier 1902.
1 pièce

- 467 Déclarations des chefs de famille relative au choix du cours de religion ou de morale. Octobre 1959.
1 chemise

I. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES

- 468 Règlement et programme de l'école d'adultes. [Début du XXe siècle].
1 pièce

XIII. DIVERTISSEMENTS ET TOURISME

- 469 Lettre reçue du Gouverneur interdisant à la commune l'exploitation d'un débit de boissons dans la salle des fêtes. 2 avril 1958.
1 pièce
- 470 Dossier relatif à l'aménagement touristique de la vallée de la Houille. 1972-1976.
1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

- 471 Liste nominative des chefs de ménage portés sur les listes inventaires et ayant reçu des bulletins du recensement de l'industrie et du commerce. 16 janvier 1911. 1 cahier
- 472 Listes des personnes dont les poids, mesures et instruments de pesage doivent faire l'objet d'une vérification périodique. 1950-1966. 1 chemise

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

1. GÉNÉRALITÉS

- 473 Bulletins de culture et inventaire des bulletins de culture produits à l'occasion du recensement général du 31 décembre 1866. 1867. 1 liasse
- 474 - 482 DOSSIERS RELATIF AUX RECENSEMENTS AGRICOLES ET HORTICOLES. 1942-1950.
- 474 1942. 1 chemise
- 475 1943. 1 liasse
- 476 1944. 1 liasse
- 477 1945. 1 liasse
- 478 1946. 1 liasse
- 479 1947. 1 liasse
- 480 1948. 1 liasse
- 481 1949. 1 liasse

-
- 482 1950. 1 liasse
- 483 Tableaux récapitulatifs des recensements agricoles et horticoles. 1951-1971. 1 liasse
- 484 Listes de recensement des emblavures d'hiver et du bétail. 1941-1968. 1 liasse
- 485 Tableaux des exploitants agricoles et des superficies cadastrales et cultivées qu'ils détiennent. [XXe siècle]. 1 cahier
- 486 Lettre reçue du Secrétariat général du Ministère de l'Agriculture relative au paiement d'une somme à un particulier pour avoir tué une loutre. Février 1892. 1 pièce
- 487 2. INITIATIVES COMMUNALES
Dossier relatif à l'évaluation des dégâts aux cultures par la Commission locale d'expertise des récoltes. 1954-1955. 4 pièces
- 488 3. COLLABORATION À DES INITIATIVES DE TIERS
État de paiement de l'indemnité accordée aux agriculteurs ayant subi des dégâts causés par le gel de février 1956. 1956. 1 cahier
- 489 Déclarations et attestations de dégâts aux cultures provoqués par les intempéries. Octobre 1965. 1 chemise
- C. ÉLEVAGE*
- 490 1. GÉNÉRALITÉS
Feuilles de recensement du bétail. 1940. 3 pièces
- 491 Permis de capture de grenouilles accordé au propriétaire d'un étang dans la commune. 3 février 1969. 1 pièce

-
- 492 Bordereaux de déclarations de taureaux non déclarés aux expertises, en âge de faire saillie. 1960-1969. 1 cahier
- 493 2. COLLABORATION À DES INITIATIVES DE TIERS
Dossier relatif au paiement de subventions destinées à compenser la hausse du prix des céréales fourragères, en collaboration avec l'Institut national de crédit agricole. 1962-1963. 6 pièces
- 494 *D. INDUSTRIE ET ARTISANAT*
Dossier de régularisation d'accès à la profession de meunier par Louis Wavreille et de menuisier-charpentier par Jules Pirson. 1962-1963, 1971-1972. 1 chemise
- 495 Correspondance échangée avec le Bureau économique de la province relative à la disponibilité de terrains et bâtiments industriels. 1967. 3 pièces
- 496 *E. APPROVISIONNEMENT*
Inventaires périodiques des cartes de ravitaillement. 1952-1970. 1 liasse
- 497 497 - 498 REGISTRES DES CARTES DE RAVITAILLEMENT. 1952-1970. 1952-1959. 1 cahier
- 498 1959-1970. 1 cahier

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT

499 Formulaires de demande de mise au travail de chômeurs adressés par la commune à l'Office national de l'emploi. 1953-1965. 1 liasse

B. AIDE FAMILIALE, PRIMES DE NAISSANCE

500 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'octroi de primes de naissance. 1960-1966. 7 pièces

C. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

501 501 - 502 REGISTRES DES DEMANDES DE PENSIONS POUR TRAVAILLEURS SALARIÉS ET INDÉPENDANTS. 1964-1976. 1964-1970 1 cahier

502 1971-1976 1 cahier

503 Registre d'inscription des titulaires du brevet de majoration de rente sans ou après enquête sur les ressources. 1959-1970. 1 cahier

D. AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

504 Dossier relatif à la demande de placement d'un enfant présentant un retard mental important. 1951. 6 pièces

505 Dossier relatif aux allocations accordées à des mutilés et estropiés. 1951-1971. 1 chemise

E. COLLABORATION COMMUNALE AVEC DES TIERS

506 Dossier relatif au domicile de secours de Jean-Baptiste Bayonnet, indigent. 1901-1902. 5 pièces

507 Arrêté de la Députation permanente décidant que l'État supportera 4/5 des frais de l'entretien d'un habitant placé à l'asile de Dave. 20 octobre 1950.

1 pièce

508 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'allocation d'une aide financière aux sinistrés touchés par la catastrophe intervenue sur le littoral du pays. 7 février 1953.
1 pièce

509 Dossier relatif à l'affiliation de la commune au Service social régional à Beauraing. 1951-1975.
1 chemise

510 Dossier relatif au projet de création d'une maison de retraite à Bièvre par la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région Gedinne-Semois. 1963-1973.
1 chemise

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE, PUIS LA
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. GÉNÉRALITÉS

- 511 Registre aux délibérations de la " mambournie " des pauvres, puis du Bureau de bienfaisance. 1792-1806, 1845-1901. 1 volume

2. PERSONNEL

- 512 Procès-verbal relatif au renouvellement annuel, par cinquième, des membres du Bureau. 15 mars 1901. 1 pièce

- 513 Lettre reçue par le bourgmestre confirmant la démission de l'ancien receveur du Bureau. 9 août 1855. 1 pièce

- 514 Acte par lequel Pierre-Joseph Adam déclare se constituer solidairement responsable de la gestion d'Émile Barquin en tant que receveur. 12 septembre 1869. 1 pièce

3. PATRIMOINE

- 515 Dossier relatif au patrimoine de l'hospice de Sart-Custinne provenant du partage des biens de la paroisse de Gedinne et des pauvres. 1791-1808. 5 pièces

- 516 Plan des propriétés à aliéner par le Bureau. [XIXe siècle]. 1 pièce

- 517 Procès-verbal d'expertise de 5 parcelles à aliéner. 4 novembre 1858. 1 pièce

- 518 Pièces relatives au placement de fonds. 1834, 1857, 1859. 4 pièces

4. FINANCES

- 519 Budgets annuels. 1907-1909, 1911-1912. 1 chemise

-
- 520 Comptes annuels. 1905-1920. 1 liasse
- 521 Reçus de sommes payées pour achat de drogues. 1804 (an XII). 1 pièce
- 522 Pièces justificatives des comptes. 1908-1909. 2 pièces

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. GÉNÉRALITÉS

- 523 Dossier relatif aux contrats passés avec la Clinique Sainte-Anne à Dinant pour l'accueil des personnes à hospitaliser. 1958-1961. 1 chemise
- 524 Dossier relatif à l'affiliation de la Commission au Service social régional à Beauraing. 1959-1963. 1 chemise
- 525 Formulaire d'enquête demandée par le Ministère de la Santé publique et de la Famille relatif aux personnes secourues. 24 février 1960. 1 cahier

2. ORGANISATION

- 526 Extrait du registre aux délibérations de la Commission relatif à la nomination au sein de celle-ci d'Alexandre Prévost, suppléant de Jules Dury, décédé, et à celle de Léon Gilles comme président. 13 janvier 1941. 1 pièce
- 527 Dossier relatif à la nomination des membres de la Commission. 1959-1971. 1 chemise
- 528 Extrait du registre aux délibérations de la Commission relatif à la démission d'un de ses membres, Maurice Jusnot. 3 octobre 1961. 1 pièce

3. PERSONNEL

- 529 Dossier relatif au statut pécuniaire du secrétaire et du receveur. 1954-1970. 1 chemise

-
- 530 Dossier relatif au statut pécuniaire des autres membres du personnel ainsi qu'aux allocations diverses. 1965-1973. 1 liasse
- 531 Dossier personnel de Louis Naisse, secrétaire. 1957-1962. 7 pièces
- 532 Dossier personnel de Jules Brasseur, secrétaire. 1962-1970. 1 chemise
- 533 Dossier personnel de Léon Gérard, receveur. 1949-1970. 1 chemise
4. FINANCES
- 534 *534 - 535 BUDGETS ANNUELS. 1939-1976.*
1939-1953, 1955-1960 1 liasse
- 535 1961-1976 1 liasse
- 536 Modifications budgétaires. 1954-1972. 1 chemise
- 537 *537 - 538 COMPTES ANNUELS. 1926-1976.*
1926-1929, 1931-1935, 1939-1957 1 liasse
- 538 1958-1976 1 liasse
- 539 Grand-livre des dépenses. 1956-1964. 1 volume
- 540 Extraits des grands-livres des recettes et dépenses du secrétaire. 1969-1975. 1 chemise
- 541 Pièces justificatives du compte. 1939. 7 pièces
- 542 Procès-verbal de vérification de la caisse. 21 novembre 1968. 1 pièce
- 543 Compte de fin de gestion rendu par les héritiers de René Hubeaux,

receveur. 4 mai 1968.

1 cahier

544 Compte de fin de gestion rendu par Robert Georges, receveur.
1968.

1 cahier

545 Compte de fin de gestion rendu par les héritiers d'Albert
Gouverneur, en son vivant receveur. 24 décembre 1970.

1 cahier

5. EXÉCUTION DES TÂCHES

546 Dossiers relatifs aux frais d'entretien des aliénés. 1946-1966.

1 liasse

547 Dossier relatif aux frais médicaux et d'hospitalisation d'habitants.
1960-1969.

1 liasse

XVII. TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE

A. PERSONNEL

- 548 Dossier relatif au renouvellement des membres de la Fabrique et du Bureau des marguilliers. 1909, 1954-1975. 1 chemise
- 549 Dossier relatif à un supplément de traitement et une allocation de binaison au curé de la paroisse. 1942, 1959-1960. 5 pièces
- 550 Dossier relatif aux décisions de la Fabrique d'église pour la fixation du traitement de ses employés. 1942, 1961-1975. 1 chemise

B. PATRIMOINE

- 551 Correspondance échangée avec le Gouvernement provincial relative à la présence d'une cloche en bronze de 1844 à l'église. Septembre 1974. 2 pièces

C. FINANCES

- 552 Lettres reçues du Commissaire d'arrondissement de Dinant relatives à la transmission du budget de la Fabrique pour l'exercice de 1879. 1880. 2 pièces
- 553 Budgets annuels. 1941-1956, 1958-1975. 1 liasse
- 554 Comptes annuels. 1939-1976. 1 liasse